

Rassemblement pour la démondialisation

En 2017 avec

Jacques NIKONOFF

ELECTION PRESIDENTIELLE DES 23 AVRIL ET 7 MAI 2017

Présentation du Rassemblement pour la démondialisation

www.nikonoff2017.fr

Ce document contient les principales orientations politiques et organisationnelles du Rassemblement pour la démondialisation (RD) mis en place pour l'élection présidentielle et les législatives de 2017. Sa **signature** est nécessaire pour rejoindre le RD.

Dans un premier temps, le Rassemblement pour la démondialisation mènera la **campagne de Jacques Nikonoff**, son candidat à l'élection présidentielle. Il se fixe également l'objectif de présenter un candidat dans chaque circonscription aux élections législatives qui suivront. Après ces élections, un bilan sera tiré afin d'envisager les suites.

QUI SONT LES DEMONDIALISATEURS ?

Le Rassemblement pour la démondialisation a vocation à **rassembler** tous les citoyens et toutes les organisations politiques, syndicales, associatives, qui se considèrent comme démondialisateurs. Il s'inscrit dans le prolongement du Conseil national de la Résistance.

Les démondialisateurs partagent une même analyse des causes des dérèglements du monde, ainsi que des voies et moyens pour y mettre un terme. Beaucoup s'abstiennent aux élections, parfois depuis longtemps, de façon permanente ou sélective selon les scrutins, parce qu'ils ne trouvent pas de candidats qui correspondent à leurs idées. D'autres votent blanc ou nul pour les mêmes raisons. D'autres encore votent pour le Front national, croyant – à tort - que ce parti défend « *les petits* » et qu'il va faire « *exploser* » le système. On trouve aussi d'authentiques démondialisateurs parmi l'électorat du Front de gauche et même du Parti socialiste et de LR.

Beaucoup d'altermondialistes ont compris qu'on ne pouvait pas changer fondamentalement la mondialisation néolibérale de l'intérieur et qu'il fallait en sortir. Ils passent ainsi **de l'altermondialisation à la démondialisation** afin de rendre leur action efficace.

Quant aux **syndicalistes**, ils forment de gros bataillons de démondialisateurs. Ils ont compris que l'avenir du monde du travail passait nécessairement par la démondialisation citoyenne.

Nous disons à tous ces citoyens : rejoignez le Rassemblement pour la démondialisation ! Nous ne vous demandons pas de changer de parti politique, mais de faire une parenthèse le temps des campagnes électorales de 2017 pour **éliminer la caste politique actuelle**. Votez pour VOS idées !

I.- Les démondialisateurs considèrent que la mondialisation néolibérale est un processus d'essence politique qui repose sur trois piliers

Quand le RD parle de la mondialisation, il s'agit évidemment de la **mondialisation néolibérale**. Et lorsqu'il parle de la démondialisation, c'est bien de la **sortie de l'ordre néolibéral mondial** dont il est question, autrement dit de la forme prise par le capitalisme contemporain.

Rassemblement pour la démondialisation

En 2017 avec

Jacques NIKONOFF

La mondialisation néolibérale a pour fondement la nécessité, pour les classes dominantes, de faire face aux **conquêtes sociales du XXe siècle** : *New Deal* aux États-Unis en 1933, Front populaire en France en 1936, régimes d'économie mixte en Europe de l'ouest de 1944 à 1948, conquies sociaux des années 1960 et 1970, luttes de libération nationale des pays colonisés...

Le projet néolibéral, théorisé dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, va se déployer à partir de la fin des années 1960 et se généraliser au début des années 1980. Son but essentiel est la **suppression discrète et progressive de la souveraineté des États-nations**, c'est-à-dire la destruction de la démocratie et de la politique. Tel est en effet le moyen le plus efficace pour interdire toute possibilité de politiques qui pourraient contrevenir aux intérêts des classes dominantes incarnées en particulier dans les firmes multinationales.

Premier pilier : le libre-échange. Il ne met pas simplement des produits en concurrence, mais des systèmes sociaux, rendant à terme intenable ceux qui ont concédé des acquis substantiels au monde du travail dans les décennies d'après-guerre.

Deuxième pilier : la libéralisation financière. C'est le libre-échange appliqué à l'argent, permettant aux flux financiers et monétaires de spéculer massivement et immédiatement à l'échelle du globe, sans restriction. La production mondiale est alors réorganisée en privilégiant les pays sans protection sociale et à bas salaires (délocalisations particulièrement). Du fait d'avoir placé les dettes publiques sous la dépendance des marchés financiers, les États sont désormais menacés de voir leurs finances publiques et leur économie productive déstabilisées s'ils ne mettent pas en œuvre docilement les principes cardinaux du néolibéralisme.

Troisième pilier : les traités internationaux et les institutions multilatérales. Ils sont les gardiens de l'ordre néolibéral mondial, tenant ce dernier hors de portée de toute pression démocratique. Il s'agit de la FMI, de la Banque mondiale, de l'OTAN, de l'OCDE, de l'OMC. **L'Union européenne et l'euro, quant à eux, en sont le chef d'œuvre.**

L'agencement de ces trois piliers vise à permettre l'activité la plus libre possible pour les **firmes multinationales**. Celles-ci, possédées par les classes dominantes, sont le vecteur fondamental de la captation du profit. Pour assurer la pérennité du système, une guerre idéologique permanente est menée grâce au contrôle, par les classes dominantes, des grands médias planétaires.

II.- Les démondialisateurs veulent démonter le cadre structurel, institutionnel, qui fait la force du capitalisme néolibéral

La démondialisation citoyenne correspond au démontage de ces trois piliers, afin de **débloquer la situation** et faire redémarrer le progrès social et les processus démocratiques. La démondialisation citoyenne est en fait l'autre nom de la reprise du combat contre le capitalisme, celui-ci ayant pris une forme néolibérale pour échapper, grâce à des institutions taillées sur mesure, aux rapports de force. Retrouver des conditions favorables au monde du travail et à l'intérêt général, ne peut donc éviter l'étape nécessaire de la démondialisation. Sans cela, comme nous le constatons hélas depuis plus de trois longues décennies de recul social et démocratique continu, rien n'est possible. La période qui vient doit être celle qui clôt enfin cette parenthèse néolibérale.

La rupture n'est possible, dans un premier temps, qu'à l'échelle nationale, de manière unilatérale

La démondialisation citoyenne, concrètement, se déploie à l'intérieur et à l'extérieur du cadre national.

Rassemblement pour la démondialisation

En 2017 avec

Jacques NIKONOFF

D'abord, il s'agit de bien comprendre que rêver d'une rupture significative et surtout victorieuse, directement à une échelle régionale, en l'occurrence européenne, ou internationale en général, est un songe-creux. C'est ne tenir aucun compte de la réalité, de ce qui permet ou interdit les rapports de force décisifs. Ce qui déclenche les luttes sociales communes *aptées à renverser un ordre établi*, ce n'est pas le sentiment d'une solidarité abstraite universelle, ou la simple exaspération devant l'aggravation continue d'une oppression jugée intolérable. L'histoire montre au contraire que de tels processus partent toujours d'une lutte décisive dans un pays donné, jamais de manière directement supranationale. Même en 1789, en 1848, en 1968, ou en 2012 pour le « *printemps arabe* », c'est un phénomène de contagion internationale qui s'est produit à partir d'un **point de soulèvement national**, là où se déroulent les rapports de force réels.

Ensuite, si la lutte sociale qui se déclenche ne peut pas compter sur une **large alliance nationale** fortement structurée et disposant d'un programme de rupture réaliste et adapté, alors toutes les conditions seront malheureusement réunies pour que cette lutte ne soit qu'une révolte sans lendemains. Elle ne sera capable, au mieux, que de changer formellement les personnalités dirigeantes ou les groupes dirigeants, comme le printemps arabe est venu nous le rappeler.

III.- Les démondialisateurs partagent un programme de sortie de la mondialisation néolibérale

- Sortir de manière unilatérale de l'Union européenne ainsi que de l'ensemble des structures de l'ordre néolibéral mondial (FMI, OMC, Banque mondiale, OCDE).
- Sortir de l'OTAN pour retrouver notre souveraineté militaire et redonner à la République française son indépendance diplomatique.
- Sortir de la zone euro de manière unilatérale et reprendre notre souveraineté monétaire.
- Annuler la dette publique contractée auprès des marchés financiers et la restructurer.
- Démanteler les marchés financiers à partir de l'échelle nationale, et non les réguler.
- Réconcilier la République avec la démocratie, notamment par la démocratisation de l'État et des institutions de la Ve république.
- Éradiquer le chômage par l'abandon du libre-échange, la définanciarisation de l'économie, la reconstruction des services publics, le droit opposable à l'emploi et le relèvement général des salaires et des revenus de transfert.
- Réindustrialiser le pays, notamment par la relocalisation de la production et l'instauration de mesures protectionnistes à caractère internationaliste, tout en organisant une mutation écologique du mode de production.
- Établir entre la France et des pays partageant les mêmes objectifs de développement, des relations internationales basées sur les principes actualisés de la Charte de La Havane de 1948, notamment sur le principe de l'équilibre de la balance des paiements, ainsi que sur ceux de la déclaration de Cocoyoc.

Toutes ces mesures sont interdépendantes, faisant système, puisqu'il s'agit bien de remplacer le système néolibéral par un système démocratique de progrès social. C'est pourquoi nous parlons de démondialisation citoyenne.

Rassemblement pour la démondialisation

En 2017 avec

Jacques NIKONOFF

La démondialisation consiste, pour chaque pays, à retrouver la souveraineté nationale, c'est-à-dire la possibilité de la démocratie.

IV.- Les candidats du Rassemblement pour la démondialisation seront les seuls véritables candidats antisystème aux élections de 2017

Éliminer les partis duettistes de l'alternance néolibérale

Il s'agit du PS, d'EELV, de LR, de l'UDI, du MoDem.

Le Parti socialiste, avec François Hollande président de la République, a poursuivi et accéléré l'opération **d'insertion de la France dans la mondialisation néolibérale** engagée par son prédécesseur Nicolas Sarkozy. L'aggravation du chômage et la montée alarmante de la pauvreté sont les symboles les plus tragiques de cette politique.

Le Parti socialiste, aujourd'hui, a dépassé la droite dans la course à celui qui sera le meilleur défenseur des intérêts des classes dominantes. Il a fait la preuve qu'il était bien plus efficace que la droite pour faire accepter à la population les politiques néolibérales les plus dures. Se présentant comme un homme de gauche, issu d'un parti se réclamant de la gauche, menant une politique qu'il affirme être de gauche, **François Hollande et le PS ont brouillé tous les repères.**

François Hollande et le Parti socialiste persistent dans leur choix de 1982-1983 (« *tournant de la rigueur* »). C'est à cette époque qu'avait été donné le coup d'envoi de l'insertion de la France dans la mondialisation néolibérale, opérée pour l'essentiel par leurs soins, et couplée avec l'accélération de son intégration dans l'ordre institutionnel supranational européen. Le PS avait ensuite poursuivi cette politique quand il était revenu aux affaires en 1997, avec la « *gauche plurielle* » et Lionel Jospin comme Premier ministre, en **complicité avec le Parti communiste français** entré au gouvernement. Depuis le printemps 2012, c'est la même politique qui a été menée.

Il faut ajouter les satellites du Parti socialiste comme Europe Écologie Les Verts (EELV). Ce parti regroupe des politiciens opportunistes, **écologistes d'opérette**, et idéologues les plus forcenés soutenant comme personne les institutions antidémocratiques européennes, notamment par leur fédéralisme qui justifie à leurs yeux le dépeçage de la France en euro-régions.

Les partis duettistes de l'alternance incluent enfin les partis de droite et leurs satellites « *centristes* ». Ayant longtemps gouverné le pays sous les présidences de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, ils n'ont **aucun titre à faire valoir** pour prétendre faire mieux que le Parti socialiste. La punition méritée que doit subir le Parti socialiste en 2017 ne peut en aucun cas se traduire par une revanche de la droite et la victoire de ses candidats en 2017.

La droite et les « *centristes* » ont compris, comme les socialistes, que le cœur du néolibéralisme était la suppression des processus institutionnels liés à la **souveraineté nationale**. Ils agissent activement pour se débarrasser de toute pression démocratique sur les choix économiques en organisant un univers institutionnel définitivement favorable au capitalisme.

Les néolibéraux, de gauche comme de droite, savent que **le capitalisme dépend des institutions**. Le capitalisme ne peut vivre en dehors d'un cadre institutionnel régulateur qui lui assure des conditions optimales. C'est le moyen d'étendre son emprise sur les sociétés qu'il colonise, et d'asseoir la puissance des classes dominantes. Le projet néolibéral est donc d'assumer la création institutionnelle permanente dont le capitalisme a besoin. Sa **création la plus sophistiquée**, son chef d'œuvre, est sans conteste « *l'Union européenne* » et sa monnaie unique. C'est le contournement et la dissolution de la démocratie par les institutions supprimant les souverainetés nationales, sans pour autant supprimer les États. C'est

Rassemblement pour la démondialisation

En 2017 avec

Jacques NIKONOFF

une méthode qu'ils ont considéré beaucoup plus efficace et durable que les dictatures, le fascisme en particulier.

Dénoncer l'impasse dans laquelle des partis se présentant comme une alternative veulent entraîner les Français

Il s'agit, pour des raisons très différentes et mêmes opposées, de partis se réclamant de la gauche « *radicale* » et du Front national, que nous ne mettons évidemment **pas sur le même plan**.

La plupart des organisations de la mouvance de la gauche « *radicale* », ou « *gauche de gauche* », en Europe, ont soutenu ou soutiennent toujours Alexis Tsipras, le Premier ministre grec issu de Syriza. Ce dernier a pourtant **capitulé** et refusé d'envisager l'hypothèse de la sortie de son pays de l'euro et de l'Union européenne, ni même d'en débattre, alors que la résolution de la crise grecque, comme partout ailleurs en Europe, passe impérativement par cette solution.

Le Front de gauche (ou ce qu'il en reste), en ce qui le concerne, a pour stratégie de **faire pression sur le PS** pour que ce dernier penche « *vraiment à gauche* » afin de faire alliance avec lui. Dans cette démarche, le Front de gauche considère que l'appui de la « *gauche* » du PS est indispensable. C'est notamment pour cette raison, pour ne pas se couper du PS, qu'il refuse avec obstination de rompre avec l'ordre néolibéral mondial et européen. Nul ne doit se laisser abuser par le discours apparemment anticapitaliste des dirigeants du Front de gauche. Ni par les nombreuses références aux pages glorieuses du mouvement ouvrier. Cette rhétorique vise à masquer l'indigence des propositions et de l'analyse, principalement sur la question de la mondialisation néolibérale et donc européenne. Le Front de gauche empêche ainsi la création d'un nouveau rapport de force en faveur du peuple, en refusant de démondialiser et de rompre avec l'ordre néolibéral mondial et européen.

Ceux qui craignent, en sanctionnant le PS, EELV, le Front de gauche ou Monsieur Mélenchon au premier tour de la présidentielle, de faciliter la montée du FN, ne comprennent pas la logique expliquant la montée du parti d'extrême droite. C'est le blocage politique organisé par le **bipartisme gauche-droite** et l'absence de tout autre parti visible proposant une rupture avec ce système, qui crée structurellement un effet de niche pour le FN. Le « *vote utile* » et le « *front républicain* » sont des diversions qui ont contribué au maintien à un haut niveau du FN. Croire éviter la montée du FN en votant PS, EELV, Front de gauche, Mélenchon ou LR au premier tour, est donc le plus sûr moyen de faire prospérer son effet de niche et de laisser pourrir la situation.

La diabolisation du FN par les partis politiques, et principalement par ceux de gauche et d'extrême gauche, est de plus en plus contreproductive. Elle alimente le vote FN. Elle consiste à transformer le débat politique en combat moral du Bien contre le Mal, aucune place n'est laissée au combat d'idées. C'est d'ailleurs ce que fait le FN lui-même vis-à-vis de ses ennemis : les immigrés accusés de prendre le travail des Français et de dissoudre la Nation. Ceux qui se sentent abandonnés par le système voient dans la **diabolisation du FN** une preuve que ce parti est un adversaire du système. Il n'y a alors pour eux qu'un pas à franchir pour rejoindre ses rangs. Ainsi le vote FN est-il alimenté par ceux-là mêmes qui prétendent le combattre.

Devant **l'effondrement des repères gauche-droite** qui avaient constitué le cadre de référence politique de ces dernières décennies, les citoyens cherchent des solutions. L'abstention, le vote blanc et nul, sont des formes de protestation et de résistance. Le vote pour le Front national en est une autre. Ce vote, toutefois, est une impasse. Car le Front national n'offre aucune alternative aux problèmes du pays, qu'il s'agisse du chômage, des services publics, de la Sécurité sociale, de la souveraineté de la France. Présenté comme un épouvantail par le reste de la classe politique, le FN, en réalité, sert à verrouiller le système actuel de bipartisme entre la gauche et la droite.

Rassemblement pour la démondialisation

En 2017 avec

Jacques NIKONOFF

Chambouler ce théâtre d'ombres aux élections de 2017

L'obstination de toutes les grandes formations politiques et de la plupart des petites à accepter l'ordre néolibéral mondial rend nécessaire la **présence d'une autre voix** lors des élections de 2017. Certes, les proclamations d'intentions, les effets de manche, la rhétorique et le verbiage ne manquent pas pour dénoncer le système économique et politique actuel et ses ravages. Mais ce n'est que de l'encre sur du papier.

Seule une **large alliance** comme le Rassemblement pour la démondialisation, pourra débloquent réellement une situation particulièrement malsaine et qu'il faut au plus vite redresser radicalement.

Le Rassemblement pour la démondialisation, à l'occasion de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2017, veut **briser le consensus** paralysant qui constitue le cœur de cette impasse politique.

V.- Les démondialisateurs s'organisent pour les élections de 2017 au sein du Rassemblement pour la démondialisation

Le Rassemblement pour la démondialisation, au moment de son lancement, est une **organisation de fait**, sans réalité juridique.

Il s'organise de manière **souple**, sur les plans national, régional, départemental, local, en fonction de l'évolution du nombre de ses membres et de leurs souhaits.

Un comité de campagne, de 25 personnes au maximum, représentant les différentes sensibilités du Rassemblement pour la démondialisation, a été mis sur pied. Il coordonne l'action pour l'élection présidentielle et les législatives de 2017. Il est présidé par le candidat à l'élection présidentielle.

« Rassemblement pour la démondialisation » est le nom du groupement politique qui présentera des candidats aux élections législatives. Ces derniers, pour recevoir l'investiture du RD, seront invités à signer le présent document et une charte du candidat. Les membres d'organisations politiques pourront signaler leur appartenance sur le matériel électoral. Le groupement politique RD leur rétrocèdera les aides publiques si les résultats électoraux le permettent. Une convention particulière précisera ces différents points.

La démondialisation vous appelle !

Rejoignez le Rassemblement pour la démondialisation !

Je rejoins le Rassemblement pour la démondialisation

Prénom..... Nom..... Age.....

Adresse..... tél.....

Ville..... Code postal.....

Adresse mél.....

Profession.....

Je verse par chèque..... euros à l'ordre du mandataire financier de Jacques Nikonoff (bulletin et chèque à envoyer à Nikonoff2017 – BP 91 – 06504 Menton)

Les personnes imposables bénéficient d'une réduction d'impôts égale à 66% des sommes versées (dans la limite de 20% du revenu du foyer fiscal).

Signature

Date